

## **G.A.R. Groupe d'Actions pour la Restauration du Lac Saint-Pierre**



### **La Mission du G.A.R.**

Recherches sur les problématiques environnementales du Lac Saint-Pierre

- 500 000 obus tirés par la Défense nationale à Nicolet
- Dragage des quais de Sorel et dépôt des sédiments
- Dragage du chenal commercial et dépôt des sédiments
- Circulation sur la voie maritime et érosion des berges
- Pollution par les industries et par le milieu agricole
- Pollution par les rejets des eaux usées de la Région de Montréal

Sensibiliser la population  
par la diffusion publique

Sensibiliser les décideurs publiques aux actions de restauration et de protection à prendre

### ***Lac Saint-Pierre... Réserve de la Biosphère... mais!***

Oui, la désignation de la région du lac Saint-Pierre comme réserve mondiale de la biosphère est une très bonne nouvelle! Mais il ne faut pas oublier que de nombreux utilisateurs du lac continuent d'être brimés quotidiennement par les dangers latents qui proviennent de l'île Moras. Pour s'en convaincre, il suffit de composer le 293-2004, poste 5, pour connaître les restrictions journalières imposées par le Centre d'essais et d'expérimentation des munitions de Nicolet. Il ne faut pas oublier non plus l'indispensable restauration de la zone CYR 606, infestée depuis près de 50 ans par 300 000 obus, dont au moins 8 000 non explosés recouvrent le fond du lac Saint-Pierre! Cela doit être la responsabilité du pollueur-payeur" qu'est la Défense nationale et son sous-traitant, TEC SNC Lavalin.

Philippe Giroul, Secrétaire Groupe d'action pour la restauration du Lac Saint-Pierre (GAR) 11 novembre 2000

La saga du lac St-Pierre a commencé en 1952, quand le Premier ministre du Québec, Monsieur Duplessis, accorda, innocemment, l' « autorisation » au ministre de la défense canadien d'utiliser le lac St-Pierre pour y effectuer des essais de munitions.

La guerre de Corée tirait à sa fin et la guerre froide débutait : le Canada devait participer à l'effort de guerre mondiale contre les méchants communistes. Les canons étaient fabriqués dans la région de Sorel et les munitions dans la région montréalaise. Quoi de plus tentant que d'envahir insidieusement une bourgade francophone...

### **Dépossession**

Les agriculteurs de Nicolet et de Baie-du-Fèvre furent dépossédés, manu militari, de leurs riches terres agricoles en échange de quelques dollars. Ainsi, la plaine inondable de la rive du lac devint un des lieux privilégiés des exercices militaires canadiens. La zone CYR 606, couvrant environ 40 % du lac au sud de la voie maritime, était déclarée inaccessible aux utilisateurs (pêcheurs, chasseurs, plaisanciers).

Pour faire avaler la pilule, le développement de l'emploi local prit son essor au fil des ans pour atteindre jusqu'à 300 emplois au Centre d'essais et d'expérimentation des munitions de Nicolet (CEEM).

### **Accident mortel**

En 1982, un accident mortel réveilla la population : un obus non explosé se retrouva sur la plage à l'embouchure de la rivière Nicolet. Un feu de camp organisé par la famille Gentès vira à la catastrophe. Une explosion épouvantable : Pierre Gentès meurt et 9 blessés se retrouvèrent victimes de l'innocence militaire. Le lendemain, la Défense nationale eut l'outrecuidance de poursuivre ses essais sur l'île Moras. Cela prit 5 ans de débat juridique pour qu'enfin le Ministère de la Défense reconnaisse sa responsabilité dans ce malheur.

### **Mobilisation des citoyens**

En 1990, des citoyens de Pointe-du-Lac se regroupèrent pour former le G.A.R. (Groupe d'Action pour la Restauration du lac St-Pierre). À 4 kms du CEEM, de l'autre côté du lac, les vitres tremblaient, les cadres se déplaçaient, la vaisselle voyageait dans les armoires à cause des vibrations des nombreuses explosions des munitions. Un lundi matin, Céline Dion, qui logeait à la nouvelle Auberge du lac St-Pierre, risqua de se faire réveiller à 8 h du matin. Le propriétaire de l'Auberge enjoignit les responsables du CEEM de faire taire les canons ! Cela dura une semaine! On interpella le Ministre de l'environnement d'alors, M. P.H. Vincent qui refila les plaintes à son homologue de la Défense nationale. Après deux ans d'étude du dossier, on décida de construire un énorme silencieux afin de ne plus « déranger » les

citoyens. En 1995, ce silencieux fut construit pour quelque 3 millions de dollars. Mais il ne pouvait être utilisé que pour 10 à 15 % des essais.

### **Les politiciens interpellés**

Le G.A.R. multiplia les recherches pour découvrir l'ampleur du pot aux roses. Les médias furent alertés : les reportages et de nombreuses lettres d'opinion commencèrent à sensibiliser l'opinion publique. Les politiciens se mirent de la partie. Ainsi, en 1996, le député du Bloc Québécois, M. Yves Rocheleau déposa une pétition de près de 3000 noms aux Communes pour demander l'arrêt de toute expérimentation d'explosifs causant des vibrations dommageables aux biens et aux personnes, qui nuisent à l'environnement des résidents. Trois mois plus tard, le gouvernement répondait outrageusement en excipant que les canards ne se plaignaient pas (traduction libre des arguments militaires : Des études environnementales n'ont décelé aucune répercussion nuisible sur la flore et la faune attribuable aux essais et Le Service canadien de la Faune et Ducks Unlimited considèrent que les activités du Centre d'essais et d'expérimentation (CEE) ne sont pas nuisible à la vie aquatique).

### **Le privé se charge de poursuivre la destruction durable.**

En 1998, lors d'une restructuration des activités militaires de ValCartier (dont dépend le CEEM, ) le fabricant de munitions SNC TEC , filiale de SNC Lavalin, à Le Gardeur, est invité à faire lui-même ses essais d'homologation en échange d'un contrat de 4 millions en sa faveur. Conséquence sur l'emploi : cette privatisation fait tomber le nombre d'employés à une trentaine.

Courageusement, les citoyens « David » poursuivirent leurs recherches contre le « Goliath » canadien. Le 6 mai 1999, le G.A.R. est invité à comparaître devant le comité permanent de l'environnement et du développement durable à Ottawa en même temps que la Défense nationale et Environnement Canada. Et là , coup de théâtre : après 2 heures de délibération, les députés Clifford Lincoln et Yvon Charbonneau proposent un moratoire immédiat sur ces essais d'obus, dont l'utilité n'est pas prouvée et dont les impacts négatifs n'ont jamais été mesurés sérieusement. On ne pouvait pas demander mieux pour cette première visite à Ottawa.

### **Ottawa réagit timidement.**

Six mois plus tard, le ministère de la Défense annonçait la fin des tirs sur le lac St-Pierre, mais la poursuite des tirs sur les 22 kms<sup>2</sup> terrestres du ministère. C'était une demi-victoire. Un Comité de Vigilance fut créé en regroupant différents intervenants ministériels dans ce dossier « explosif ». Durant 16 rencontres, les représentants du G.A.R. durent poursuivre avec acharnement leurs revendications. La mise en place d'un système de gestion du bruit fut

une vraie farce qui favorise le fabricant. Environnement Canada élabore deux études sur la qualité des sédiments et sur la végétation de la rive sud du lac. Cela coûta très cher (près de 2 millions) pour apprendre que, pendant 48 ans, on y a tiré plus de 500 000 « projectiles » (selon la terminologie pudique militaire). Le champ de tir de Nicolet (1810 hectares), à lui seul, comporte 7 sites contaminés pour lesquels on aurait dépensé durant les 3 dernières années 223 782 \$ pour leur restauration. Cela ne comprend pas les 95 kms<sup>2</sup> (140 km<sup>2</sup> selon d'autres sources) du lac Saint-Pierre infestés par 300 000 obus dont 8000 non explosés. Curieusement, celui-ci est considéré, selon le répertoire des sites fédéraux contaminés, comme « Occupation sans intérêt » alors que l'on y trouve des métaux lourds et des substances explosives et qu'on y a fait des dépenses de 1 819 943 \$ de 2002 à 2005 pour des études environnementales !

En cours de route, ce Comité de vigilance accepta, à majorité des non-utilisateurs du lac, l'installation de 52 bouées de signalisations qui « décorent », au cours de l'été, le périmètre de la zone CYR 606, en désaccord total avec les chasseurs, pêcheurs et plaisanciers.

En novembre 2003, une nouvelle comparution au Comité permanent de l'environnement à Ottawa permet aux maires de la rive Sud de réclamer la sécurisation du dragage de la rivière Nicolet et des chenaux Landroche et Tardif. À l'heure qu'il est ... ce n'est toujours pas réglé. Un projet pilote pour l'enlèvement des obus devait être effectué à l'été 2005. Mais l'armée a prétexté le trop haut niveau d'eau appréhendé et sa trop grande turbidité pour les plongeurs afin de reporter ce projet aux calendes grecques.

### **Dernier volet à cette saga**

On a appris récemment que SNC-TEC Lavalin était en pourparlers avec la compagnie américaine General Dynamic afin de vendre sa fabrique de Le Gardeur. L'inquiétude s'est manifestée immédiatement dans la population : est-ce que les Américains vont venir s'implanter au CEEM de Nicolet ? Vont-ils poursuivre ou augmenter les 10 000 tirs annuels qui se font toujours sur les terrains depuis 2000?

Ou bien faut-il espérer que cette transaction commerciale aboutisse, à terme, à la fermeture définitive de la base, à sa décontamination et à sa reconversion en zone écologique majeure et récréo-touristique accessible aux citoyens et aux groupes de protection écologique, dans le cadre de la coopérative de solidarité de la Réserve mondiale de la biosphère. Le développement de l'emploi pourra alors se faire, mais cette fois ce ne sera pas pour la destruction durable !

Avant cela, la Défense nationale gardera la responsabilité de décontaminer le site terrestre et de récupérer les 8000 obus non explosés.

Au cours de 16 ans de combat très patient et déloyal , 17 honorables ministres fédéraux différents (9 à la Défense nationale et 8 à l'Environnement) ont été interpellés. Les citoyens peuvent-ils espérer la fin de cette saga en profitant du changement de garde à Ottawa ?

**Par Philippe Giroul**

**Secrétaire du Groupe d'action pour la restauration du lac Saint-Pierre**

**juin 2006**